

ATTENDU QUE l'annexe VIII de cette loi a été modifiée par la décision du Conseil du trésor du 11 octobre 2011 (C.T. 210671) pour prévoir le taux d'intérêt en fonction d'un indice externe payable en vertu de cette loi à compter du 1^{er} juin 2011;

ATTENDU QU'il y a lieu de modifier de nouveau l'annexe VIII de cette loi afin de prévoir l'intérêt payable en vertu du deuxième alinéa de l'article 204 de cette loi à compter du 1^{er} juin 2012;

ATTENDU QUE, conformément à l'article 40 de la Loi sur l'administration publique (L.R.Q., c. A-6.01), le Conseil du trésor exerce, après consultation du ministre des Finances, les pouvoirs conférés au gouvernement en vertu d'une loi qui institue un régime de retraite applicable à du personnel des secteurs public et parapublic, à l'exception des pouvoirs mentionnés aux paragraphes 1^o à 6^o de cette disposition;

ATTENDU QUE la consultation a eu lieu;

LE CONSEIL DU TRÉSOR DÉCIDE :

QUE les modifications aux annexes VI et VII de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics et aux annexes VII et VIII de la Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement, annexées à la présente décision, soient édictées.

La greffière du Conseil du trésor,
MARIE-CLAUDE RIOUX

Modifications aux annexes VI et VII de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics et aux annexes VII et VIII de la Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement

Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics
(c. R-10, a. 220, 1^{er} al.)

Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement
(c. R-12.1, a. 207, 1^{er} al.)

1. L'annexe VI de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (L.R.Q., c. R-10) est modifiée :

1^o par le remplacement des mots « à compter du 1^{er} juin 2011 » par ce qui suit : « 1^{er} juin 2011 au 31 mai 2012 »;

2^o par l'addition, à la fin, de ce qui suit : « 9,09 % à compter du 1^{er} juin 2012 ».

2. L'annexe VII de cette loi est modifiée :

1^o par le remplacement des mots « à compter du 1^{er} juin 2011 » par ce qui suit : « 1^{er} juin 2011 au 31 mai 2012 »;

2^o par l'addition, à la fin, de ce qui suit : « 1,85 % à compter du 1^{er} juin 2012 ».

3. L'annexe VII de la Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (L.R.Q., c. R-12.1) est modifiée :

1^o par le remplacement des mots « à compter du 1^{er} juin 2011 » par ce qui suit : « 1^{er} juin 2011 au 31 mai 2012 »;

2^o par l'addition, à la fin, de ce qui suit : « 9,04 % à compter du 1^{er} juin 2012 ».

4. L'annexe VIII de cette loi est modifiée :

1^o par le remplacement des mots « à compter du 1^{er} juin 2011 » par ce qui suit : « 1^{er} juin 2011 au 31 mai 2012 »;

2^o par l'addition, à la fin, de ce qui suit : « 1,85 % à compter du 1^{er} juin 2012 ».

5. Les présentes modifications ont effet depuis le 1^{er} juin 2012.

38419

C.T. 211915, 23 octobre 2012

Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics
(c. R-10)

Règlement d'application — Modification

CONCERNANT le Règlement modifiant le Règlement d'application de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe 16^o du premier alinéa de l'article 134 de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (L.R.Q., c. R-10), le gouvernement peut déterminer par règlement, aux fins de l'article 147, les critères et les conditions en vertu desquels la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances peut faire remise de toute somme qui lui est due;

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de cet article 134, le gouvernement exerce les pouvoirs réglementaires qui y sont prévus après consultation par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances auprès du Comité de retraite constitué en vertu de l'article 163 de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics;

Attendu que, conformément à l'article 40 de la Loi sur l'administration publique (L.R.Q., c. A-6.01), le Conseil du trésor exerce, après consultation du ministre des Finances, les pouvoirs conférés au gouvernement en vertu d'une loi qui institue un régime de retraite applicable à du personnel des secteurs public et parapublic, à l'exception des pouvoirs mentionnés aux paragraphes 1° à 6° de cette disposition;

Attendu que le gouvernement a édicté le Règlement d'application de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics par le décret numéro 1845-88 du 14 décembre 1988;

Attendu qu'il y a lieu de modifier ce règlement;

Attendu que le Comité de retraite a été consulté;

Attendu que la consultation requise par l'article 40 de la Loi sur l'administration publique a eu lieu;

LE CONSEIL DU TRÉSOR DÉCIDE :

QUE le Règlement modifiant le Règlement d'application de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, ci-annexé, soit édicté.

La greffière du Conseil du trésor,
MARIE-CLAUDE RIOUX

Règlement modifiant le Règlement d'application de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics

Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics
(c. R-10, a. 134, 1^{er} al., par. 16°)

1. L'article 35.1 du Règlement d'application de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (R.R.Q., c. R-10, r. 2) est modifié, par le remplacement du troisième alinéa, par le suivant :

« Le seuil de faible revenu correspond au revenu total indiqué dans le Tableau « Mesures de faible revenu, par type de revenu, pour les ménages de 4 personnes », accessible sur le site Web de Statistique Canada par l'élément de navigation intitulé « Les lignes de faible revenu - Tableaux et figure », pour l'année qui précède de deux ans celle durant laquelle l'avis de réclamation a été fait par la Commission. Ce seuil est ajusté pour tenir compte de la taille du ménage selon la méthode décrite à ce tableau. ».

2. Le présent règlement entre en vigueur à la date de son édicition.

58418